



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 28 JUIN 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt huit juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MOULLEC Yvan, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TRMAL Marie-France)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
MORVAN Henri (pouvoir à CORNILY Karine)
OMNÈS Elisabeth (pouvoir à CUNIN Marie-José)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
CALVEZ Gilles (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)

Absents

LE GUEN Jean-René, MERDY Marie-Thérèse

Conseil de Communauté du 28 juin 2019
 Délibération n°DCC2019_105

Objet	Indemnisation des frais occasionnés par les déplacements
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Un arrêté du 26 février 2019 vient modifier l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de missions prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

La délibération du 11 décembre 2015 fixant les taux d'indemnisation prévoit de faire évoluer ces montants suivant l'évolution des taux de prise en charge fixés pour les agents de l'État. Les nouveaux taux seront appliqués à compter du 1^{er} mars 2019. Cependant, une délibération est nécessaire pour actualiser la délibération et prendre en compte les agents en situation de handicap.

Indemnités forfaitaires de déplacement

Types d'indemnité	Déplacements		
	Province	Paris (intra-muros)	Villes = ou > 200 000 habitants et communes de la métropole du Grand Paris*
Hébergement	70 €	110 €	90 €
Déjeuner	15.25 €	15.25 €	15.25 €
Dîner	15.25 €	15.25 €	15.25 €

*liste des communes fixée par le décret 2015-1212 du 30 septembre 2015

Le taux d'hébergement est fixé à 120 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Indemnités kilométriques pour utilisation du véhicule personnel

Catégorie (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 Km	De 2 001 à 10 000 Km	Après 10 001 Km
Véhicules de 5 cv et moins	0.29 €	0.36 €	0.21 €
Véhicules de 6 et 7 cv	0.37€	0.46€	0.27 €
Véhicules de 8 cv et plus	0.41 €	0.50 €	0.29 €

Les modalités présentées dans la délibération du 11 décembre 2015 restent applicables aux agents de la collectivité. En conséquence, il y a lieu de valider les nouveaux montants de prise en charge des frais de déplacement proposés ci-dessus et de faire évoluer ces montants suivant l'évolution des taux de prise en charge fixés pour les agents de l'État.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales,
Vu le décret n°90-437 du 28 mai 1990 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils,
Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,
Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission et les taux des indemnités kilométriques
Vu la délibération du 11 décembre 2015 adoptant un règlement de formation et de remboursement des frais liés aux déplacements des agents de la Communauté
Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 11 juin 2019
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 14 mai 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la mise à jour des taux d'indemnisation des frais occasionnés pour les déplacements,

Article 2 : autorise l'inscription au budget des crédits correspondants.